



ANNALES
DE
L'UNIVERSITE
MARIEN NGOUABI

Lettres et Sciences Humaines

VOL. 15 – N° 1 – ANNEE 2014

ISSN : 1815 – 4433

www.annales-umng.org

ANNALES DE L'UNIVERSITE MARIEN NGOUABI LETTRES ET SCIENCES HUMAINES



VOLUME 15, NUMERO 1, ANNEE 2014

www.annales-umng.org

SOMMAIRE

Directeur de publication :
A. MOYIKOUA

Rédacteur en chef :
M. DIATEWA

Rédacteur en chef Adjoint
A. NDINGA MBO

Comité de Lecture

J.L. AKA-EVY (Brazzaville)
Y. BERTON-OFUEME (Brazzaville)
A. P. BOKIBA (Brazzaville)
C.Z. BOWAO (Brazzaville)
S. DIANZINGA (Brazzaville)
B. EVAYOULOU (Brazzaville)
B.M. NGASSAKI (Brazzaville)
KWESI YUKAH (Accra)
F. LAMBERT (Québec)
B.M. MENGHO (Brazzaville)
A. NDINGA MBO (Brazzaville)
B. NGANGA (Brazzaville)
D. NGOIE NGALLA (Brazzaville)
C. NKOUNKOU (Brazzaville)
P. NZETE (Brazzaville)
J. RIESZ (Bayrouth)
M.J. SAMBA-KIMBATA (Brazzaville)
S.C. SATYO (Port-Elisabeth)
D. TSOKINI (Brazzaville)

Comité de Rédaction

O. MASSOUMOU (Brazzaville)
A. YILA (Brazzaville)

Composition et mise en forme :
H. MASSIKA-KIBAKI

Administration – Rédaction :
Université Marien NGOUABI
Direction de la Recherche
B.P. 69, Brazzaville – Congo
E-mail : annales-umng@yahoo.fr

ISSN : 1815 - 4433

- 1 Les Téké de Mfoa (Ncouna), des courtiers obligés (XVI^e – XX^e siècles)
J. MOUYABI
- 20 Les obstacles à l'enseignement de l'histoire par les méthodes actives en Afrique : cas du Tchad
J. MBAISSATAR LAOUKOURA
- 31 The teaching of literature in African universities: the case of Chinua Achebe's novels
DANGDE LAOBÉLÉ DAMAYE
- 40 Aspects littéraires de l'écriture féminine en Afrique noire francophone
A.T.G. GRESENGUET
- 48 Le ntotila dans l'imaginaire Kongo
J. ZIDI
- 60 Municipalités, populations et organisations non gouvernementales au secours de la salubrité en milieu urbain à Brazzaville
B.D.B. LOUZALA KOUNKOU
- 73 Le sport et la danse chez les Mbosi : cas du kiébé-kiébé
J. ITOUA
- 86 Essai d'une typologie des partis politiques africains : le cas béninois, de 1960 à 2010
R.M. TOSSOU
- 97 Instructions aux auteurs



ESSAI D'UNE TYPOLOGIE DES PARTIS POLITIQUES AFRICAINS : LE CAS BENINOIS, DE 1960 A 2010

R. M. TOSSOU

Université d'Abomey-Calavi

Faculté des Lettres, Arts et Sciences Humaines

Département d'Histoire et d'Archéologie

Laboratoire de Recherche Rétrospective-Afrique

E.mail : trogatien2006@yahoo.fr

RESUME

En 1960, quatorze pays de l'Afrique occidentale française (AOF) et de l'Afrique équatoriale française (AEF) accédaient à leur souveraineté internationale. Dans la plupart de ces pays notamment de 1960 à 1990/1991, deux types de régimes politiques avaient été expérimentés : les régimes pluraliste et unitaire. Depuis la démocratisation de l'Afrique amorcée par le biais des conférences nationales de 1990/1991, l'Afrique amorce une nouvelle ère de pluralisme politique.

Dans tous les pays africains, les partis politiques ont réussi à s'imposer comme les seuls distributeurs des rôles politiques. Mais, le nombre de partis, leur dimension, leur alliance ou leur stratégie donnent naissance à des structures ou à des assemblages spécifiques complexes notamment, au Bénin, à l'ère du renouveau démocratique consacré par la tenue, en février 1990, de la Conférence nationale des forces vives (CNFV).

Après cinquante ans (1960-2010) de gestion du pouvoir politique dans un contexte de pluralisme, quels sont les types de partis qui animent la vie politique en Afrique et au Bénin ?

Mots-clés : Essai ; Typologie ; Parti politique ; Afrique ; Bénin.

ABSTRACT

In 1960, fourteen countries of French West Africa (AOF) and French Equatorial Africa (AEF) got their international sovereignty. In most of these countries, particularly from 1960 to 1990/1991, two types of political systems were tested: the pluralist and unitary regimes. Since the democratization of Africa than began through the 1990/1991 national conferences, Africa has entered a new era of political pluralism.

In all African countries, political parties have managed to establish themselves as the only dispensers of political roles. But the number of parties, their size, alliance or strategy gives rise to structures or specifically complex assemblies in Benin in the Democratic Renewal era born in February 1990 with the national Conference of the nation's resources (NCNR).

After fifty years (1960-2010) of management of political power in a context of pluralism, what are the types of parties that carry politics in Africa and Benin?

Key words: Test; Typology; Political Party; Africa; Bénin.

INTRODUCTION

Pour se faire entendre et pour exprimer leurs revendications notamment à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les nationalistes africains utilisaient l'une des structures qui avaient fait leur preuve en Occident : il s'agit des partis politiques. La création de partis politiques - comme le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) en 1946 à Bamako et de l'Union Progressiste Dahoméenne (UPD) en 1947 au Dahomey - désaffiliés des partis métropolitains était une preuve de la maturité politique des Africains. Cependant, les origines dans lesquelles se fondaient les partis différaient fortement d'un pays à l'autre compte tenu des situations locales¹, de l'ancrage géographique² dans lequel évolue le parti et de l'assise sociale du recrutement du parti³.

Les politologues, sociologues, anthropologues et philosophes⁴, en abordant la tactique d'action des nationalistes avant les indépendances africaines, montraient que la tactique choisie par ces nationalistes dépendait de l'attitude de l'administration coloniale, répressive ou tolérante, et des populations européennes vivant en Afrique, mais aussi bien des leaders africains qui menaient le combat pour l'accession des peuples d'Afrique. De ce fait, que l'action soit officielle ou clandestine, négociée ou violente, elle avait abouti à deux formes d'indépendances. Il s'agit d'une part, de l'indépendance obtenue par la voie pacifique ou négociée et, d'autre part, de l'indépendance acquise par la force, la violence, ou obtenue dans le sang.

La présente étude se propose d'inventorier les partis politiques créés au Bénin depuis l'indépendance du 1^{er} août 1960 en dressant une typologie de ces derniers. Dans cette perspective, le travail analyse d'abord les critères de classification des partis politiques en Afrique et au Bénin ensuite, il amène à se demander si, il est possible d'exiger de ces

partis politiques de se déterminer, comme en France ou aux Etats-Unis d'Amérique, de manière définitive par rapport à la division classique gauche, droite, centre.

Dans ce cadre, les travaux de recherche documentaire effectués ont permis d'aborder le fait sous l'angle historique. Les résultats de cette recherche documentaire permettent de structurer le travail autour de la genèse des partis politiques et de la clarification des concepts, le regroupement des partis et régimes politiques africains et, la typologie des partis politiques au Bénin avant et surtout après l'indépendance de 1960.

I.- GENESE DES PARTIS POLITIQUES ET CLARIFICATION CONCEPTUELLE

Les partis politiques sont apparus avec le régime représentatif au XVIII^e siècle en Amérique et en Europe. Ils ont pris leur forme moderne suite au développement de la démocratie et à l'élargissement du droit de suffrage au cours des XIX^e et XX^e siècles. En effet, c'est en 1830 que naissent les premiers partis politiques aux Etats-Unis d'Amérique. En Angleterre, ils voyaient le jour en 1832. En France et dans d'autres pays de l'Europe de l'ouest, ils apparaissent en 1848 après la transformation des cliques parlementaires et des clubs politiques en organisation de masse. Au Japon, premier pays à importer les institutions occidentales, les partis politiques sont nés après la première guerre mondiale de 1914-1918. Dans les colonies françaises de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, il fallait attendre les réformes de l'Union française de 1946 qui avaient permis aux colonisés de se représenter au niveau métropolitain à Paris, au niveau fédéral à Dakar pour l'Afrique occidentale française et à Brazzaville pour l'Afrique équatoriale française, au niveau territorial dans la capitale de chaque colonie.

L'existence des partis politiques est alors liée à la démocratie, à l'extension du suffrage universel et à la nécessité de recruter et d'organiser les populations. Plusieurs critères servent alors à définir un parti politique.

¹ Les situations locales concernaient la religion, le syndicalisme et la politique.

² Il s'agit de la base régionale ou ethnique.

³ On distinguait les partis d'élites ou de masses.

⁴ Il s'agit des auteurs comme Debbasch et Pontier (1995), Duverger (1969), Quermonne (1998), Schwartzberg (1998), Yagla (1992), etc.

Lapalombara, et Weiner (1966), cités par Schwartzberg (1977) proposait de retenir quatre critères⁵ nécessaires et suffisants pour définir le parti politique moderne et le différencier d'une part, des « *protopartis* » ayant prospéré au XVIIIe siècle et durant la moitié du XIXe siècle, et d'autre part, d'autres groupes faussement similaires comme les clubs, les cliques, les groupes parlementaires ou les groupes de pression. Ces critères sont les suivants :

- le parti politique est une organisation durable dont l'espérance de vie doit être nécessairement supérieure à celle de ses fondateurs ou dirigeants à une époque donnée ;
- le parti politique est une organisation complète. Il entretient un réseau permanent de relations entre la capitale et les cellules de base installées dans les régions, départements, communes, villages, hameaux et quartiers ;
- le parti politique est une association animée par la volonté de s'emparer facilement du pouvoir pour l'exercer au niveau national ou local. Ce critère le différencie des groupes de pression dont l'objectif est d'amener les pouvoirs publics à accorder à leurs membres de menus avantages matériels ou idéologiques : tel est le cas des syndicats ;
- le parti politique doit être animé par la volonté de rechercher le soutien populaire au niveau des militants ou des électeurs afin d'accéder au pouvoir, tel n'est pas le cas des clubs qui ne sont que des laboratoires d'idées au profit de certaines personnalités politiques ou groupes politiques.

A partir de ces différents critères, il est aisé de définir ce que c'est qu'un parti politique. Mais déjà, de façon générale, on retient qu'un parti politique est une organisation durable, implantée sur l'ensemble du territoire d'un pays et dont le but est d'accéder au pouvoir politique grâce à un soutien populaire.

⁵ On peut aussi à propos de ces critères consulter avec intérêt les travaux de J. Offerlé, 2002.

En se fondant sur ces critères, LaPalombara et Weiner (1966), cités par Schwartzberg (1977) proposent la définition suivante :

« Les partis politiques sont des organisations durables, possédant des ancrages locaux et dont l'objectif est la conquête du pouvoir au moyen de la recherche du soutien populaire ».

En se basant toujours sur ces critères, retenus par La Palombara et Weiner, Offerlé (2002 : 7-10), tente une définition restrictive et extensive du parti politique. Ainsi, le parti politique selon la définition restrictive est :

« Une organisation durable, c'est-à-dire une organisation dont l'espérance de vie politique est supérieure à celle de ses dirigeants en place ; une organisation locale bien établie et apparemment durable, entretenant des rapports réguliers et variés avec l'échelon national ; la volonté délibérée des dirigeants nationaux et locaux de l'organisation de prendre et exercer le pouvoir, seuls ou avec d'autres, et non pas - simplement - d'influencer le pouvoir ; le souci, enfin, de rechercher un soutien populaire à travers les élections ou de toute autre manière ».

La définition extensive consiste à dire que les partis politiques sont :

« Des associations reposant sur un engagement (formellement) libre ayant pour but de procurer à leurs chefs le pouvoir au sein d'un groupement et à leurs militants actifs des chances - idéales ou matérielles- de poursuivre des buts objectifs, d'obtenir des avantages personnels ou de réaliser les deux ensemble ».

De son côté, Quermonne (1998 : 206), définit les partis politiques comme :

« Des forces politiques organisées qui groupent des citoyens de même tendance politique en vue de mobiliser l'opinion sur un certain nombre d'objectifs et de participer au pouvoir ou d'infléchir son exercice pour les réaliser ».

Une autre définition est donnée par Burdeau⁶. Ainsi, pour lui,

« le parti politique est tout groupement d'individus qui, professant les mêmes vues politiques, s'efforcent de les faire prévaloir, à la fois en ralliant le plus grand nombre possible de citoyens et en cherchant à conquérir le pouvoir ou, du moins, à influencer ses décisions ».

Ces approches de définition permettent de distinguer dans le cadre de la présente étude, les partis politiques des cliques, des comités de notables, des clubs, des mouvements qui, soit n'ont pas de label autre que l'étendard du nom de leur chef, soit n'ont pas de ramifications locales suffisantes. En soulignant qu'un parti est d'abord une marque collective dont s'autorisent les membres de la relation, les différents auteurs ont fait bien ressortir l'originalité de ces types particuliers d'entreprise collective de représentation. Pour la plupart de ceux-ci (Duverger, 1951 ; Schwartzberg, 1977 ; Offerlé, 2002), les partis politiques étant des créations récentes, leur apparition signifie que le pays dans lequel ils sont implantés a atteint un certain seuil de développement politique, économique et social.

Au Bénin, la définition légale de parti politique découle de l'article 2 de la loi n° 90-023 du 13 août 1990 portant Charte des partis politiques. Ainsi, le parti politique se définit comme une association ayant :

« Pour objet, dans le cadre de la Constitution et des Lois, de regrouper les citoyens béninois autour d'un projet de société et d'un programme politique dans un but non lucratif, de concourir à l'expression du suffrage universel et de participer à la vie politique par des moyens démocratiques et pacifiques ».

Il en découle de ces définitions que les partis politiques représentent la dimension organisationnelle la plus importante de la démocratie. Ils sont comme la clef de la santé et de la survie de la démocratie. A cet effet, « la force politique » dont parlent les auteurs dans les définitions du parti politique est perçue comme une force organisée et structurée qui élabore des stratégies qui lui paraissent les meilleures pour rallier les populations aux différents points de vue contenus dans les définitions ; pour influencer l'exercice du pouvoir ou pour accéder au pouvoir.

Dans ce sens, les partis politiques se regroupent et dans certains pays comme le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, deux grands partis exercent une influence considérable sur la vie politique : on parle de bipartisme. Dans d'autres pays, comme le Bénin, le Togo, le Niger, le Gabon, le Cameroun, etc depuis les années 1990/1991, un nombre plus ou moins élevé de partis exercent une influence réelle sur la vie politique et établissent entre eux des alliances plus ou moins solides : c'est le multipartisme. Selon Debbasch et Pontier (1995 : 263-265), le multipartisme est dit intégral lorsque, aucun parti ne peut prétendre l'emporter sur les autres et doit nécessairement conclure des alliances avec un ou plusieurs partis. Mais, ce n'est pas forcément car, on peut avoir un parti dominant même en multipartisme intégral.

En Afrique en général et au Bénin en particulier, notamment en 1960 et, depuis les premières élections présidentielles de mars 1991, force est de constater qu'aucun parti politique n'est arrivé, tout seul, à faire élire le Président de la République. Il y a donc toujours eu des coalitions de partis politiques⁷ qui soutiennent au second tour des élections le candidat favori. Le multipartisme signifie qu'il existe donc au moins deux partis politiques et au Bénin ils dépassent la centaine. En effet, l'Article 5 de la Constitution béninoise du 11 décembre 1990 stipule :

⁶ Georges Burdeau, cité par C.C. Kougniazondé dans : *L'évaluation critique de la mise en œuvre des droits de la personne humaine et de la pratique de la démocratie au Bénin. Actes du Colloque*. F.F. E-Bénin, IDHPDQ, 1998, p. 24.

⁷ Ces coalitions regroupent le plus souvent au Bénin à la veille du second tour des élections présidentielles une trentaine, une quarantaine ou une cinquantaine de partis politiques.

« Les partis politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent librement leurs activités dans les conditions déterminées par la Charte des partis politiques. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale, de la démocratie, de l'intégrité territoriale et la laïcité de l'Etat ».

Au total, en tant qu'organisation de conquête du pouvoir et, en dépit des connotations qu'il peut avoir, le parti politique a, au moins, quatre éléments sur lesquels il repose. Il y a l'idéologie, l'organisation, la finalité et la recherche du soutien populaire. Dans les démocraties pluralistes ou unitaires, les partis politiques jouent un rôle fondamental. Ces partis sont nombreux aussi bien en Afrique occidentale qu'en Afrique centrale.

II.- CLASSIFICATION DES PARTIS ET REGIMES POLITIQUES AFRICAINS

1. Classification des partis politiques porteurs des nationalismes africains

Avant l'accession des peuples africains à l'indépendance⁸, une typologie pouvait être avancée quant aux partis politiques porteurs de nationalismes (Hazoumè, 1972 : 15-37 ; Yagla, 1992 : 59 ; Kadanga, 2007 : 11-17). Dans cette perspective, on pouvait distinguer :

- le parti qui cherchait à construire une nation, c'est-à-dire à unir la population au-delà des clivages ethniques : c'est l'exemple du Tanganyika Africa National Union (TANU) du leader Julius Nyerere. C'est également l'exemple au Togo du Comité d'Unité Togolaise (CUT) ;
- le parti construit autour de la notion d'ethnicité, c'est-à-dire de défense d'un groupe ethnique : c'est le cas du Groupement Ethnique du Nord (GEN) du leader Hubert K. Maga au Dahomey, aujourd'hui Bénin. C'est aussi l'exemple au Togo de l'Union des Chefs et des Populations du Nord (UCPN) ;

⁸ Avant la cascade des indépendances africaines de 1960, soulignons que le Ghana avait déjà eu en 1957 et, le Maroc et la Tunisie en 1956.

- le parti à volonté panafricaine voulant regrouper plusieurs territoires, comme dans l'empire français, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) dont le premier responsable était Félix Houphouët-Boigny de la Côte-d'Ivoire. Ce parti cherchait à regrouper l'Afrique occidentale française, l'Afrique équatoriale française et Madagascar ;
- le parti fondé autour d'une volonté insurrectionnelle comme le Front de Libération Nationale (FLN) d'Ahmed Ben Bella en Algérie ;
- le parti rassemblé autour d'un chef traditionnel, politique et religieux, du type l'Istiqlal au Maroc, qui fonctionne autour et à partir de la personne du Sultan.

Cette classification des partis politiques reposant sur des bases ethniques, régionalistes, politiques, religieuses s'est observée au lendemain des indépendances africaines. Elle connaît d'autres variantes avec la démocratisation de l'Afrique en 1990 avec le cas du Bénin.

2. Classification des régimes politiques selon le système des partis

Dans les démocraties pluralistes, les partis politiques constituent le ferment de la politique. C'est entre ceux-ci ou à l'intérieur que se joue le jeu politique et que se livrent les conflits et les luttes d'intérêts.

Dans les démocraties européennes ou africaines, les partis politiques ont réussi à s'imposer comme les seuls distributeurs des rôles politiques mais dans chaque pays, le nombre de partis, leur dimension, leur alliance ou leur stratégie donnent naissance à des structures ou à des assemblages spécifiques que les politologues dénomment '*système de partis*' (Schwartzberg, 1977 : 543-598).

A partir des systèmes partisans, Duverger, 1951⁹, dresse une typologie des régimes politiques en distinguant les régimes totalitaires, les régimes politiques unitaires et les régimes politiques pluralistes.

⁹ Confère Leroy, 2001 : 47-51.

2.1. Les régimes politiques unitaires

Ils regroupent les régimes totalitaires et les régimes autoritaires. Dans ces types de régimes, il n'existe qu'une seule force monopolisant la gestion du pouvoir politique. Le pouvoir est dans ce cas un pouvoir « *clos* » car :

« La volonté nationale est supposée unifiée et toute opposition est considérée logiquement comme antinationale et dès lors réprimée » (Leroy, 2001 : 47).

Le régime totalitaire a été expérimenté en Chine, en Roumanie, au Cambodge, etc. C'est, en effet, un régime qui prétend, sans tolérer la moindre contestation, faire triompher une idéologie par des moyens révolutionnaires. Ce type de régime entend alors réaliser un projet de société censé apporter le progrès et le bonheur de l'homme. Dans le régime autoritaire, le pouvoir est monopolisé par un homme ou une oligarchie partisane ou non. Il n'existe donc pas de contestation du pouvoir politique et de tolérance d'opposition. C'est le type de régime caractérisé par la dictature et expérimenté par beaucoup de jeunes Etats africains du tiers monde ayant accédé à leur indépendance en 1960. Il a pris fin avec les conférences nationales qui ont débuté en 1990 avec la démocratisation de l'Afrique.

2.2. Les régimes politiques pluralistes

Deux types de régimes politiques s'observent ici. Il s'agit des régimes politiques à bipartisme et des régimes politiques à multipartisme. De façon générale, dans les régimes politiques pluralistes, la diversité des opinions et des intérêts est admise et son organisation au plan politique est considérée comme normale. Le pouvoir dans ces conditions est un pouvoir « *ouvert* » (Leroy, 2001 : 50) et toutes les forces politiques peuvent prétendre le conquérir. La lutte pour la conquête et l'exercice du pouvoir politique passe par les urnes. Ainsi, les partis politiques sont alternativement gouvernants ou opposants. Malgré les réticences qu'éprouve toute force politique à quitter le pouvoir, l'alternance se réalise.

Dans les régimes politiques où le bipartisme est en vogue, deux partis seulement existent ou, en tout cas, deux seulement obtiennent une représentation politique. Dans ce cas, l'organisation constitutionnelle a son fonctionnement grandement facilité car, automatiquement, un parti et un seul obtient la majorité et peut gouverner sans partage comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis d'Amérique.

Les régimes politiques dans lesquels le multipartisme est expérimenté de nos jours ouvrent le jeu politique à une multitude de partis politiques. Dans ces régimes, aucun parti n'obtient une majorité au cours des élections présidentielles. Les gouvernements doivent alors s'appuyer sur des forces politiques coalisées - même si elles sont sans cohérence politique, fragiles, instables - pour gérer le pouvoir politique.

Le régime politique d'un Etat se caractérise par la forme de son gouvernement et le mode d'exercice du pouvoir. Aujourd'hui, tous les régimes se réclament de la volonté du peuple. Dans la démocratie, le pouvoir politique procède de la concurrence d'une pluralité de partis politiques alors que dans la monocratie, son assise est un parti unique.

A travers les partis politiques, ce sont les intérêts qui s'affrontent. L'opposition entre pouvoir « *clos* » et « *ouvert* » fournit le cadre général d'une classification des régimes politiques. Le pouvoir « *clos* » est une figure de l'autoritarisme alors que le pouvoir « *ouvert* » apparaît comme la mise en œuvre, sur le plan politique, de l'idée libérale.

Au total, les régimes politiques unitaires et les régimes politiques pluralistes ont été expérimentés sur tous les continents notamment en Afrique. Ces régimes reposent sur l'existence des partis classés en plusieurs catégories. Ainsi, Duverger 1969, distingue les partis de cadres et les partis de masse. Les partis de cadres encore appelés partis d'élites se présentent comme des associations de notables, des personnes qui localement détiennent un prestige dû à la richesse ou à la position sociale (notaire, avocat, médecin, etc.) dont l'objectif est de faire élire un des leurs.

Leur préoccupation est donc plus qualitative que quantitative.

Le parti de masse se fixe pour objectif de rassembler le plus grand nombre possible au sein des masses populaires. Dans ce parti, le militant à la base joue un rôle prépondérant dans la prise des décisions et le choix des candidats lors des différentes consultations électorales. Ce parti recherche l'adhésion de nombreuses personnes à qui ils demandent paiement des cotisations et prestations militantes. De tel parti politique existe non seulement en Occident mais également en Afrique.

III.- CLASSIFICATION DES PARTIS POLITIQUES BENINOIS DE 1960 A 1990

Dans les anciennes colonies françaises de l'Afrique occidentale française (Bénin, Togo, Sénégal, Côte-d'Ivoire, etc), de l'Afrique équatoriale française (Gabon, Congo Brazzaville, etc) et Madagascar, les partis politiques avaient été encouragés par l'ordonnance d'août 1945 consacrant la promesse faite par le Général Charles de Gaulle à la Conférence de Brazzaville de 1944¹⁰. Cette promesse consistait à faire siéger les peuples d'Afrique noire à l'Assemblée constituante appelée à doter la France et son empire colonial de nouvelles institutions. Dans cette perspective, les droits civiques accordés aux populations africaines par l'ordonnance du 13 septembre 1945 étendaient à l'Afrique noire les libertés publiques en vigueur en France métropolitaine. De même, les décrets du 13 mars et du 16 avril 1946 étendaient la liberté d'association, ceux du 11 avril 1946, la liberté de réunion et ceux du 27 septembre et 21 novembre 1946 la liberté d'expression et de la presse (Yagla, 1992 : 58).

Pour couronner l'œuvre de la démocratisation entreprise, la Constitution française du 27 octobre 1946 prévoyait la représentation des Africains au niveau métropolitain à Paris, à l'Assemblée nationale, au Conseil de la République, au Conseil de l'Union française (Anignikin, 1986 : 510-512).

Il a été également prévu au niveau fédéral de l'Afrique occidentale française à Dakar et de l'Afrique équatoriale française à Brazzaville et, au niveau local dans toutes les colonies, la représentation des populations pour débattre des affaires locales. Pour Anignikin, (1986 : 509), l'existence de ces sièges à conquérir était un véritable stimulant pour la naissance des partis politiques dans les territoires coloniaux. C'est dans cette optique que le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) a été créé en 1946.

Au Dahomey actuel Bénin, il a été créé en 1947 l'Union Progressiste Dahoméenne (UPD). Des problèmes ethniques et régionalistes ont conduit à l'écclatement de l'UPD en 1951. Ainsi, trois partis majoritaires voyaient le jour : le Parti Républicain du Dahomey (PRD) de Sourou Migan Apithy en 1951, le Groupement Ethnique du Nord (GEN) d'Hubert Koutoukou Maga en 1951 devenu MDD en 1956 et enfin RDD en 1957, l'Union Démocratique Dahoméenne (UDD) de Justin Tométin Ahomadégbé en 1955. Tous ces partis s'organisaient en vue de la conquête des sièges électoraux dans les Assemblées métropolitaine, fédérale et locale.

Comme le soulignent Anignikin, 1986 : 513 et Yagla 1992 : 59, l'activité politique dans les colonies accompagnait le processus même de la naissance de l'Etat et de la Nation. Les partis politiques se donnaient alors pour objectif de rendre possible l'existence du Dahomey ou de la remettre en cause. C'est la nette tendance qui se dégageait depuis l'éclosion des partis politiques en 1951 jusqu'à la cascade des indépendances de 1960 en Afrique noire francophone.

Au Bénin, dans cette logique de classification des partis politiques, nous pouvons donc avoir depuis 1947 des partis territoriaux, des partis de cadres et des partis de masse.

1. Le parti territorial, de cadres et de masse au Bénin : l'UPD en 1947

Le parti Union Progressiste du Dahomey (UPD) créé en 1947 dans le cadre de la représentation de la colonie du Dahomey dans les Assemblées de l'Union française

¹⁰ A ce sujet, il faut lire avec intérêt, le Chapitre 1 : Introduction à l'histoire de la décolonisation en Afrique noire : proposition pour décoloniser de S. C. Anignikin, 2013, pp : 14-51

regroupait tous les Dahoméens d'alors. Ce parti était né des comités électoraux¹¹ formés à cet effet sur l'ensemble du territoire national. Ces comités électoraux ne luttèrent pas pour un homme mais pour un idéal, un idéal d'union et de progrès. L'UPD, née sur les cendres de ces comités électoraux étendait son champ d'action à tout le Bénin.

Comme l'écrit Duverger (1951 : 356) :

« Ils (les partis), sont apparus sous forme de comités électoraux chargés à la fois de donner à un candidat le patronage de notabilité et de réunir les fonds nécessaires à la campagne ».

La création de l'UPD a donc suivi le cadre logique de naissance d'un parti politique. Ainsi, des comités électoraux, on est passé à la création du premier parti ; le Dahomey empruntant le même itinéraire que certains pays d'Europe : des comités électoraux aux partis politiques (Ahanhanzo-Glèlè, 1969 : 87).

Jusqu'en 1951, le parti UPD assurait un encadrement politique permanent des masses. Face à la bourgeoisie coloniale, l'UPD se présentait comme un parti unique de fait, le parti de tous les Dahoméens, du moins de la quasi-totalité des Dahoméens. Elle regroupait donc les cadres et les masses dahoméennes ayant en ce moment, le suffrage universel.

2. Les partis régionaux, de cadres et de masse au Bénin : 1951-1960

Les ambitions personnelles des hommes politiques de l'UPD, les luttes d'influence entre ces hommes ont conduit à l'éclatement du premier parti dahoméen. Le tribalisme devenait dès lors un facteur de regroupement politique. De nombreux partis politiques se sont formés à partir de 1951 (Ahanhanzo-Glèlè, 1969 : 98).

Les leaders de ces partis s'appuyaient sur les cadres et les populations de leur région ou groupe ethnique. Nous pouvons ainsi citer :

- le Parti Républicain du Dahomey (PRD) de Migan S. Apithy en 1951 ;
- le Groupement Ethnique du Nord (GEN) de Hubert K. Maga en 1951 ;
- le Groupement des Indépendants du Dahomey (GID) de TovalouQuenum en 1951 ;
- l'Union Démocratique Dahoméenne (UDD) de Justin T. Ahomadégbé, Emile D. Zinsou et Alexandre Adandé en 1955 ;
- le Mouvement Démocratique Dahoméen (MDD) d'Hubert K. Maga en 1956 ;
- le Rassemblement Démocratique Dahoméen (RDD) d'Hubert K. Maga en 1957 ;
- le Parti Progressiste Dahoméen (PPD : regroupement du PRD et du MDD) en 1958 ;
- le Parti Progressiste Dahoméen (PPD - Parti de la Fédération Africaine, PFA d'Emile D. Zinsou) en 1959 ;
- le Mouvement de Libération Nationale (MLN) d'Albert Tévoédjrè et Jean Pliya en 1959 ;
- le Rassemblement Démocratique Dahoméen (RDD) d'Hubert K. Maga en 1959 ;
- le Parti des Nationalistes Dahoméens (PND- PFA de Migan S. Apithy-Emile D. Zinsou) en 1960.

De cette dizaine de partis politiques, trois étaient très actifs. Il s'agit du PRD de Migan S. Apithy, de l'UDD de Justin T. Ahomadégbé et du RDD d'Hubert K. Maga. Ces trois grands partis politiques régionaux animaient la vie politique dahoméenne de 1951 à l'indépendance du 1er août 1960.

En outre, le PRD a pour base, la région du sud-est du pays, Porto-Novo et, son audience ne dépassait guère la localité de Savalou dans le centre du pays. L'UDD par contre, s'étendait sur tout le territoire mais ses principaux fiefs demeuraient Cotonou, Ouidah, Abomey, Lokossa, dans le sud, le centre et le sud-ouest du Dahomey. Le RDD, quant à lui, s'est toujours cantonné dans le nord du pays. On assistait alors à un tripartisme et une

¹¹ Pour les élections de 1946, il y a un comité central dont le siège est à Cotonou et des comités régionaux au niveau des cercles au sud, au centre et au nord. Pour plus d'informations, consulter à profit Ahanhanzo-Glèlè, 1974 : 75

tripolitisation de la vie politique béninoise entre 1951 et 1960. L'élite dahoméenne et les commerçants étaient surtout les animateurs de ces partis politiques au niveau national et local.

3. Les partis régionaux, de cadres et de masse au Bénin : 1960-1990

A l'accession du pays à l'indépendance le 1^{er} août 1960, le RDD, l'UDD et le PRD étaient les trois grandes formations qui animaient la vie politique. Mais très tôt en décembre 1960, le PRD et le RDD se coalisaient en formant un parti unique, le Parti Dahoméen de l'Unité (PDU). L'instabilité politique qu'a connue le pays à partir d'octobre 1963 avec l'arrivée au pouvoir des militaires ne favorisait guère la floraison des partis politiques. Ainsi, on avait en :

- 1960 : la création du Parti Dahoméen de l'Unité (PDU), parti unique créé par Hubert K. Maga et Migan S. Apithy ;
- 1961 : la dissolution de l'UDD de Justin T. Ahomadégbé par le Président de la République Hubert K. Maga ;
- 1965 : la dissolution du PDU par le régime du Général Christophe Soglo ;
- 1965 : la résurgence en octobre des anciens partis sous de nouvelles appellations, à savoir l'Union Nationale Dahoméenne (UND) d'Hubert K. Maga ; l'Alliance Démocratique Dahoméenne (ADD) de Justin T. Ahomadégbé ; la Convention Nationale Dahoméenne (CND) de Migan S. Apithy ;
- 1965 : la dissolution en décembre de tous les partis politiques par le régime du Général Christophe Soglo.

Les partis régionaux choisissent pour champ d'action tout le territoire mais en réalité ils sont implantés dans une région donnée, région dans laquelle ils exercent leur influence. Dans ces partis qui sont aussi des partis de cadres et de masse, la personnalité du dirigeant importe davantage dans la formation et la cohésion du parti que l'idéologie qui l'anime. Comme le souligne Yagla (1992 : 62),

« Cette idéologie est d'ailleurs insaisissable, incohérente ou totalement

absente dans une Afrique peuplée, pour l'essentiel, d'analphabètes. »

Le programme politique d'un parti répond davantage aux ambitions du leader qu'à celle des militants. Une typologie des partis politiques en Afrique en général et singulièrement au Bénin passe nécessairement par le facteur humain. Ce sont, en effet, des hommes prestigieux qui ont façonné, à partir de 1945, les partis politiques africains en les plaçant sur la voie de la conquête de l'indépendance politique.

Après l'indépendance obtenue de façon générale en 1960, que ce soit parti unique ou parti pluriel, l'animation de la vie politique et l'exercice du pouvoir politique incombent aux formations politiques légalement reconnues. De 1960 à 1972 au Bénin, les partis régionaux qui animaient la vie politique étaient, notamment, le PRD, l'UDD et le RDD. La rupture de 1972 due au coup d'Etat militaire d'octobre de la même année et, la création du PRPB en 1975 ont modifié le paysage politique béninois. Désormais, c'est le parti-Etat qui dirige le pays jusqu'à l'effondrement du régime en 1989, effondrement conduisant à l'organisation de la Conférence Nationale des Forces Vives en février 1990.

IV.- LES PARTIS ETHNIQUES, DEPARTEMENTAUX, DE CADRES ET DE MASSE AU BENIN: 1990-2010

En 1990, une nouvelle ère politique s'est amorcée au Bénin : c'est le renouveau démocratique. Le pluralisme politique, choisi à la Conférence nationale des forces vives de février 1990 a été établi par la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin. Lorsque cette conférence a opté pour le multipartisme intégral, certains cadres qui aspiraient à la vie politique, sont retournés au village pour utiliser les associations comme instruments de mobilisation politique. Ainsi, plusieurs partis politiques étaient créés à partir des associations dites de développement. Cela a été d'autant plus facile que les nouveaux hommes politiques des premières heures de l'ère du renouveau démocratique étaient des responsables de ces associations. Dans ce Bénin

du renouveau, « pour donc entrer en politique et y durer, il est important de se donner un ancrage régional sinon ethnique, critère ayant servi à la création des associations locales de développement et par ricochet, à la naissance des partis politiques » (Tossou 2010 : 174).

La création de parti politique à l'ère du renouveau démocratique au Bénin a été favorisée d'abord par la première loi, la loi n° 90-023 du 13 août 1990 portant Charte des partis politiques¹² et ensuite la deuxième, la loi N° 2001-21 du 21 février 2003 portant Charte des partis politiques¹³. Avec la première loi, on assistait à la création anarchique des partis politiques¹⁴ et, les décideurs ont initié la deuxième loi en 2003. Ainsi, obligation est faite aux partis politiques de se conformer à cette dernière loi.

Malgré ces dispositions du 21 février 2003, au 31 mai 2007 cent cinq (105) partis politiques¹⁵ s'y sont conformés contre cent vingt-quatre (124) au 14 octobre 2002, conformément à l'article 13 de la première loi de 1990. En décembre 2014, cent soixante-quinze (175) partis sont dénombrés au Ministère de l'Intérieur.

¹² L'article 8 de cette loi exigeait un nombre minimum de trois membres fondateurs par département pour établir le caractère national d'un parti politique soit dix huit personnes (six départements) avant la réforme de l'administration territoriale et trente six après la réforme intervenue en 1999 (douze départements).

¹³ Selon l'article 15 de cette nouvelle loi, le nombre des membres fondateurs d'un parti politique ne doit pas être inférieur à dix par département. Ainsi il faut un minimum de cent vingt personnes avant de créer un parti politique. De plus, l'article 7 de la même loi stipule que : « tout parti perd son statut juridique s'il ne présente pas, seul ou en alliance des candidats à deux élections législatives consécutives... ». Mais, cet article 7 n'a jamais été mis en application au Bénin.

¹⁴ A la date du 21 octobre 2002, pour une population d'environ cinq millions d'habitants, on enregistrait officiellement, cent trente six partis politiques à la Direction des Affaires Intérieures au Ministère de l'Intérieur, de la Sécurité et de la Décentralisation.

¹⁵ Confère République du Bénin. MISD/DC/DAI. Liste des partis politiques régulièrement enregistrés, 14 juin 2007.

Au Bénin, il est donc difficile d'exiger de ces partis politiques de se déterminer, comme en France ou aux Etats-Unis d'Amérique, de manière définitive par rapport à la division classique gauche, droite, centre.

Néanmoins, il existe un important développement sur la typologie des partis politiques au Bénin à l'ère du renouveau démocratique. Ces essais de classification (USAID, 1999 : 44-45) sont menés suivant plusieurs critères au nombre desquels les courants idéologiques qui sont les plus cités.

En effet, dans ce document, Holo (USAID, 1999 : 44) optait, avant la conférence nationale de 1990, pour un multipartisme rationalisé, rejetant ainsi le multipartisme sauvage qui pourrait dégénérer rapidement selon lui, en lutte d'influences entre les personnes et les régions. Selon l'auteur, ne pourra être reconnu comme parti politique que les groupements ayant obtenu 5 % au moins des suffrages dans chaque circonscription électorale. Une telle exigence doit pousser les partis politiques au regroupement sur des bases d'intérêt transcendant les préoccupations et les intérêts d'une seule région ou d'une seule ethnie. Dans cette perspective, le paysage politique pourrait être composé de trois partis fondés sur trois idéologies à savoir le libéralisme, le socialisme et la social-démocratie.

Devant l'amplification du phénomène, Noudjènoumè (USAID, 1999 : 44) en se référant à la classification de Burdeau, affirme qu'il existe deux types de partis politiques au Bénin :

- les partis d'opinion : les partis qui acceptent la « structure sociale existante », c'est-à-dire l'ordre établi par la conférence nationale de 1990 ;
- le Parti Communiste du Bénin (PCB) qui est le seul parti qui refuse cet ordre.

Il conclut que la classification la plus rationnelle pourrait être celle basée sur les choix économiques des partis politiques : le capitalisme libéral sans entrave, la social-démocratie, le courant communiste.

Dans une réflexion sur le multipartisme béninois, Zinzindohoué (USAID, 1999 : 44) réfute toutes ces thèses. Selon lui, le multipartisme béninois serait atypique parce qu'il ne répondant à aucune catégorisation idéologique (à l'exception peut-être du PCB). Il en conclut que les partis politiques au Bénin échappent aux catégories classiques de classification établies par les politologues et autres spécialistes du droit constitutionnel. Il rejette tout de même, l'essai de typologie d'Adamon (1995 : 112) malgré son originalité. Ce dernier distingue en effet :

- les partis à grands moyens financiers ;
- les partis sans moyens ;
- les partis des anciens leaders.

Soulignons qu'il y a cependant là déjà, une limite à cette typologie car aucun parti, même si l'apparence semble le confirmer, n'accepte être classé dans la catégorie des partis à grands moyens financiers.

Poussant l'analyse plus loin et, se situant dans une perspective de regroupement négocié des partis, Fèliho (USAID, 1999 : 45) propose, après l'expérience de la première législature béninoise de 1991 à 1995, un regroupement en quatre ensembles à savoir :

- le regroupement des partisans du Président de la République du Bénin de 1991 à
- 1996, Nicéphore D. Soglo désireux de rejoindre le parti, la Renaissance du Bénin (RB) créée en 1994 ;
- le regroupement de l'opposition radicale ;
- le regroupement des indépendants radicaux ;
- le regroupement des constitutionnalistes démocrates.

Il ressort de cet essai que Fèliho identifie le regroupement qu'il propose autour de la Renaissance du Bénin du Président N. D. Soglo. On peut se demander, ce qui adviendrait de ce parti après la disparition de son leader charismatique. De plus, le regroupement de l'opposition radicale proposée ne peut s'apprécier que par rapport à la majorité au pouvoir.

En effet, une lecture de la composante de la majorité depuis les premières élections législatives et présidentielles de 1991, fait apparaître des clivages à l'intérieur même de chaque camp. Les leaders des partis naviguent (Awoudo, 2004 : 58) volontiers d'un camp à un autre au cours d'une même législature ou du mandat du Président de la République qu'ils ont soutenu ou non. Certains leaders marquent parfois des arrêts, en créant leur propre parti, avant de rejoindre le camp adverse. Ainsi, de 1990 à 2010, l'analyse de la vie politique béninoise montre que, dans un camp comme dans l'autre, les sources des clivages sont les mêmes : manque d'objectif et de conviction. Les calculs personnels et individuels prennent le pas sur l'intérêt général.

CONCLUSION

Il est difficile de dresser une typologie des partis politiques du Bénin suivant des critères scientifiques. En revanche, le critère de "fils de terroir" doublé de l'ethnocentrisme, du régionalisme, du tribalisme, etc., semble l'emporter sur tous les critères scientifiques. Nous pouvons-nous demander quand prendra fin cette conception erronée de la vie politique au Bénin et en Afrique en général depuis la cascade des indépendances de 1960 ?

Certes, des cadres ont animé et continuent d'animer la vie politique béninoise. Mais les partis qu'ils fondent sont des partis ethniques et de masse. En effet, ils se fixent pour objectif de rassembler le plus grand nombre possible au sein des masses populaires. Dans ces partis qui sont actifs à l'approche des joutes électorales, le militant à la base ou le sympathisant joue un rôle déterminant au cours des différentes consultations électorales.

Depuis la démocratisation de l'Afrique et singulièrement celle du Bénin en 1990, les Béninois se retrouvent dans une logique de bipartisme, dont un représentant le gouvernement et l'autre l'opposition. Il se dégage alors une bipolarisation notoire marquée d'une part par la mouvance et de l'autre, par l'opposition : de 1991 à 1995, le parti la Renaissance du Bénin a soutenu les actions du Président de la République Nicéphore D. Soglo ; de 1996 à 2006, c'était l'Union du Bénin du Futur (UBF) qui a porté

le Président Mathieu Kérékou ; de 2006 à 2016, ce sont les Forces Cauris pour un Bénin Emergent (FCBE) du leader charismatique, le Président Boni Yayi, qui ravissent la vedette à toutes les autres formations politiques du pays.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

1. Ordonnance du 13 septembre 1945 étendant à l'Afrique noire, les libertés publiques en vigueur en France métropolitaine.
2. Décrets du 13 mars et du 16 avril 1946 étendant à l'Afrique noire, la liberté d'association.
3. Décret du 11 avril 1946 étendant à l'Afrique noire, la liberté de réunion.
4. Décrets du 27 septembre et du 21 novembre 1946 étendant à l'Afrique noire, la liberté d'expression et de la presse.
5. Loi N° 90-023 du 13 août 1990 portant Charte des partis politiques.
6. Loi N° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin.
7. Loi N° 2001-21 du 21 février 2003 portant Charte des partis politiques.

Eléments de Bibliographie

8. Adamon A. D. 1995, *Le renouveau démocratique au Bénin : les élections de la période de transition*. Cotonou, Edition du Journal Officiel, 206p.
9. Ahanhanzo-Glèlè M., 1969, *Naissance d'un Etat noir (l'évolution politique et constitutionnelle du Dahomey, de la colonisation à nos jours)*. Paris, LGDJ, 537 p.
10. Anignikin S. C., 1986, « Les facteurs historiques de la décolonisation », in Ageron C. R, *Les chemins de la décolonisation de l'Empire français*. Colloque IHTP, CNRS, pp : 508-522.
11. Anignikin S. C., 2013, *Les indépendances africaines. Cinquante ans après : nouveau regard sur le processus de décolonisation en Afrique noire*. Cotonou, Christon Editions, 167 p.
12. Awoudo F.K. 2004, *Le mal transhumant. Les infidélités politiques dans le Bénin démocratique*. Cotonou, Editions Tundé, 207p.
13. Debbasch C. et Pontier J.M., 1995, *Introduction à la politique*, 4^e édition, Paris, Dalloz, 460p.
14. Duverger M. 1969, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 476p.
15. Fondation Friedrich Ebert, 1998, *L'évaluation critique de la mise en œuvre des droits de la personne humaine et de la pratique de la démocratie au Bénin*. Actes du Colloque. F.F. E- Bénin, IDHPDQ, 250p.
16. Hazoume G. L., 1972, *Idéologies tribalistes et nation en Afrique : le cas dahoméen*. Paris, Présence Africaine, 230 p.
17. Kadanga K., 2007, *Formations associatives et politiques au Togo de 1990 à 1991 : approche historique*. Lomé, Presses de l'UL, 94p.
18. Leroy, P., 1992, *Les régimes politiques du monde contemporain. Introduction générale*. Tome 1. *Les régimes politiques des Etats libéraux*. Presses Universitaires de Grenoble, 179 p.
19. Leroy, P., 1992, *Les régimes politiques du monde contemporain*. Tome 2 : *Les régimes politiques des Etats socialistes*, Tome 3 : *Les régimes politiques des Etats du tiers-monde*. Presses Universitaires de Grenoble, 132 p.
20. Offerle M., 2002, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 4^e édition, 127p.
21. Quermonne J.L., 1998, *L'alternance au pouvoir*, Paris, PUF, 127p.
22. Schwartzberg R-G., 1998, *Sociologie politique*. Paris, Editions Montchrestien, 5^e édition, 623p.
23. Tossou M. R., 2010, *Multipartisme, ethnicité et pouvoir politique au Bénin : 1951-2006. Thèse de Doctorat unique en Histoire*. Bénin, Université d'Abomey-Calavi, 675p.
24. USAID, 1999, *Rapport sur l'évaluation de la mise en œuvre du multipartisme intégral et de l'application de la Charte des partis politiques au Bénin*, Cotonou, USAID, 167 p.
25. Yagla O.W., 1992, *Les indigènes au Togo à l'assaut du pouvoir colonial, 1920-1958. Histoire politique d'un pays africain*. Togo, Les Nouvelles Editions Africaines du Togo, 119p.